

TABLEAU DE BORD

de l'agglomération urbaine de Montréal

Bilan 2007

Printemps 2008
Une publication de la Chambre de
commerce du Montréal métropolitain

Partenaire exclusif



Développement
économique Canada

Canada Economic
Development

Canada



Chambre de commerce
du Montréal métropolitain

Board of Trade of Metropolitan Montreal

TABLE DES MATIÈRES

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION
Chantal Bouvier
Vice-présidente, Analyse et Communications

RÉDACTEUR EN CHEF
Sylvain Bouffard
Directeur, Analyse et politiques

RÉDACTEUR
Omar Chaar
Analyste économique

COMMUNICATIONS
Amadou Dieng
Directeur, Communications
Julie Gosselin
Conseillère, Communications

RÉVISION ET COORDINATION
Christine Lalancette
Coordonnatrice, Publications et correctrice-révisseuse

CONCEPTION GRAPHIQUE
Guyline Dupuis
Directrice de création

IMPRESSION
Groupe Laurier

Également disponible sur
le site Web de la Chambre :
www.ccmq.ca

Société canadienne des
postes – Envoi de publications
canadiennes
Convention no 40063203

POUR NOUS JOINDRE
📍 380, rue St-Antoine Ouest
Bureau 6000
Montréal (Québec)
H2Y 3X7
☎ 514 871-4000
📠 514 871-1255
www.ccmq.ca



PERMANENT

30%

Tableau de Bord est une publication semestrielle de la
Chambre de commerce du Montréal métropolitain réalisée
en partenariat avec Développement économique Canada.

ÉDITORIAL	1
LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI Canada, Québec et Montréal	2
MONTRÉAL ET LES AUTRES MÉTROPOLIS CANADIENNES Montréal, Calgary, Ottawa, Toronto et Vancouver	3
RETOUR SUR 2007	4
UNE BULLE IMMOBILIÈRE À MONTRÉAL ? PAS POUR L'INSTANT !	11
ÉTAT DU TOURISME EN 2007	13
LE SECTEUR DES SERVICES : UN MOTEUR POUR MONTRÉAL !	15
LE BILAN DE DIRIGEANTS D'ENTREPRISES	17
CHRONIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA	19



Éditorial

ÉLOGE DE LA DIVERSITÉ



Isabelle Hudon

Isabelle Hudon
Présidente et chef de la direction
Chambre de commerce
du Montréal métropolitain

S'il est une chose qui me vient en tête au moment de faire le bilan économique de l'année 2007, c'est à quel point la diversité est un atout précieux pour l'économie de notre métropole.

En effet, la diversité industrielle est manifestement l'un des facteurs qui nous a permis d'éviter le pire durant le dernier trimestre de 2007 et qui nous permet de demeurer relativement optimistes pour 2008. Ainsi, le secteur des services a pris le relais des manufacturiers pour assurer à Montréal un marché de l'emploi dynamique et soutenir une demande intérieure vigoureuse.

La situation actuelle, où des soubresauts dans l'économie de nos voisins américains viennent affecter notre performance, n'est pas sans me rappeler l'éclatement de la bulle technologique en 2001. Même si la métropole en a alors souffert, nous avons été parmi les villes les plus rapides à retrouver les niveaux d'emplois d'avant la bulle. Et encore à cette époque, la diversité de nos activités a su favoriser la rapidité de notre reprise.

Dans la même veine, la diversité a aussi ses avantages en ce qui a trait aux marchés d'exportation. En effet, comme en témoigne notre bilan économique pour 2007, la croissance mondiale est loin d'avoir été répartie de manière uniforme. Aussi, les exportateurs qui ne dépendent pas uniquement des États-Unis pour leurs ventes internationales garderont en général un bien meilleur souvenir de la dernière année. Et fait intéressant, les avantages de la diversité se sont aussi fait sentir dans le domaine du tourisme, où tout indique que les visiteurs européens sont en train d'occuper une partie du vide créé par les touristes américains rebutés par la force de notre huard.

Tout cela pour dire que si 2007 est garante de ce qui nous attend pour le reste de 2008, je crois que nous pouvons légitimement être optimistes et nous réjouir du fait que notre économie repose sur des assises aussi diversifiées que solides.

POUR AMÉLIORER SES OUTILS, LA CHAMBRE COMPTE SUR VOUS.

Dites-nous si **Tableau de bord** répond à vos besoins, par notre sondage en ligne, à l'adresse www.cmmm.qc.ca/sondageTDB

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI

Canada, Québec et Montréal

INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI				
Indicateurs	En date de	Canada	Québec	Montréal
ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE				
PIB	2007	+ 2,5 %	+ 2,6 %	+ 2,2 %
MARCHÉ DU TRAVAIL				
Emplois créés	2007	+ 2,3 %	+ 2,3 %	+ 2,5 %
Taux d'activité	2007	67,6 %	65,7 %	67,4 %
Taux de chômage	2007	6,0 %	7,2 %	7,0 %
CONSTRUCTION ET IMMOBILIER				
Permis de bâtir	2007	+ 3,1 %	+ 9,2 %	+ 7,8 %
Mises en chantier	2007	+ 0,4 %	+ 1,4 %	+ 1,8 %
POUVOIR D'ACHAT ET CONSOMMATION				
Inflation (IPC 2002=100)	2007	+ 2,1 %	+ 1,6 %	+ 1,6 %
Ventes au détail	2007	+ 5,8 %	+ 4,3 %	+ 3,3 %
COMMERCE EXTÉRIEUR				
Exportations	2007	+ 2,3 %	- 4,5 %	-

Source : Conference Board du Canada, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec

Les variations sont exprimées par rapport à 2006.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI			
MARCHÉS FINANCIERS	VALEUR AU 3 JUIN 2008	Variation par rapport	
		AU MOIS PRÉCÉDENT	À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE
Taux directeur : Banque du Canada	3 %	- 50 points de base	- 125 points de base
Dollar canadien (vs \$US)	0,9915 \$	- 0,0091 \$	+ 0,0527 \$
Prix du baril de pétrole (WTI, en \$US)	124,33 \$	- 0,85 %	+ 84,23 %

Source : Banque du Canada, Energy Information Administration

MONTRÉAL ET LES AUTRES MÉTROPOLES CANADIENNES

Montréal, Calgary, Ottawa, Toronto et Vancouver

LES RÉSULTATS DE 2007

	Montréal	Calgary	Ottawa	Toronto	Vancouver
Produit intérieur brut (en millions \$ de 2002)	122 953	64 145	45 751	221 758	81 066
Revenu personnel <i>per capita</i> (en dollars)	33 986	52 847	40 254	37 186	34 839
Revenu personnel disponible <i>per capita</i> (en dollars)	25 611	40 653	30 611	28 277	26 964
IPC (2002=100)	110,3	118	110,7	110,5	110,2
Emplois (en milliers)	1 902	681	652	2 866	1 223
Taux de chômage	7 %	3,2 %	5,2 %	6,8 %	4 %
Ventes au détail (en millions \$)	40 963	22 305	14 292	58 006	25 467
Mises en chantier (en milliers)	23,2	13,5	9,3	33,3	20,7

Source : Conference Board du Canada

LES PRÉVISIONS DE 2008 ET 2009

(À l'exception du taux de chômage, les variations sont exprimées par rapport à l'année précédente)

	Montréal		Calgary		Ottawa		Toronto		Vancouver	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Produit intérieur brut	+ 2,4 %	+ 2,6 %	+ 3,9 %	+ 4,0 %	+ 2,6 %	+ 2,9 %	+ 2,5 %	+ 3,7 %	+ 3,1 %	+ 3,4 %
Revenu personnel <i>per capita</i>	+ 3,4 %	+ 3,2 %	+ 2,1 %	+ 3,3 %	+ 3,1 %	+ 3,8 %	+ 2,6 %	+ 3,5 %	+ 3,7 %	+ 3,7 %
Revenu personnel disponible <i>per capita</i>	+ 3,8 %	+ 3,2 %	+ 2,3 %	+ 3,3 %	+ 3,3 %	+ 3,7 %	+ 2,8 %	+ 3,4 %	+ 4,1 %	+ 3,7 %
IPC (2002=100)	+ 1,3 %	+ 2,0 %	+ 2,8 %	+ 2,5 %	+ 0,9 %	+ 2,0 %	+ 1,2 %	+ 2,0 %	+ 1,3 %	+ 2,2 %
Emplois	+ 1,3 %	+ 0,8 %	+ 2,1 %	+ 2,2 %	+ 1,1 %	+ 1,8 %	+ 1,3 %	+ 2,4 %	+ 2,3 %	+ 2,1 %
Taux de chômage	7,0 %	7,1 %	3,2 %	3,4 %	5,5 %	5,7 %	6,8 %	6,7 %	4,0 %	3,9 %
Ventes au détail	+ 4,9 %	+ 5,2 %	+ 6,4 %	+ 6,6 %	+ 6,2 %	+ 5,5 %	+ 6,0 %	+ 6,4 %	+ 5,8 %	+ 5,9 %
Mises en chantier	- 15,9 %	- 4,6 %	- 5,2 %	- 7,0 %	- 10,8 %	- 8,4 %	- 1,2 %	+ 11,6 %	- 11,6 %	- 3,8 %

Source : Conference Board du Canada

Pour des données régulièrement mises à jour, nous vous invitons à consulter le Tableau de bord en ligne à l'adresse suivante : www.tableaubordmontreal.com

RETOUR SUR 2007 - BILAN DE CONJONCTURE

2007 : TURBULENCES ? PAS POUR TOUS...

L'année écoulée aura été marquée par des événements qui ont suscité nombre d'interrogations. Il était question d'une crise financière d'ampleur mondiale, d'envolée des prix et de récession, pour ne citer que quelques-uns des facteurs qui, durant le second semestre de 2007, ont fait craindre le pire à certains économistes. Pourtant, les résultats affichés par la croissance mondiale sont, malgré un léger ralentissement, loin d'être dramatiques. En effet, les données relatives à la croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial ne s'éloignent pas substantiellement des 5 % enregistrés en 2006.

Le Fonds monétaire international (FMI) et les Services économiques d'Exportation et développement Canada (EDC) font ainsi état d'une croissance du **PIB mondial** qui avoisine, en 2007, respectivement 4,9 % et 4,7 %. Plus conservatrices, les données de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la Banque mondiale se situent entre 3,4 % et 3,6 %. Pondérée en fonction de la parité du pouvoir d'achat, la croissance mondiale s'établirait néanmoins légèrement au-dessus de 5 %. Le *Peterson Institute for International Economics*, se basant sur les données du FMI, indique conséquemment que 2007 représente la cinquième année consécutive qui voit la croissance mondiale supérieure à 4 % et la quatrième année consécutive où l'expansion du PIB mondial est proche de 5 %.

Cela dit, la croissance mondiale n'a toutefois pas été répartie uniformément. À l'instar de 2006, ce sont les **économies en développement**, notamment celles de l'Asie, qui, fortes de leur dynamisme, ont propulsé le PIB mondial. La Banque asiatique de développement (BAD) révèle ainsi que l'expansion du PIB des **pays émergents d'Asie**, qui se situait à 8,7 % en 2007, a atteint le plus haut niveau des deux dernières décennies. Sans surprise, la **Chine** et l'**Inde** se retrouvent dans le peloton de tête, affichant des variations respectives de leur PIB de 11,4 % et 8,7 %.

La conjoncture en **Amérique du Sud** a aussi été favorable. Ainsi, les Services économiques d'EDC estiment une augmentation aux alentours de 5,8 % pour le PIB de la région en 2007. En cela, plusieurs pays se démarquent, comme le **Pérou** et l'**Argentine** où le PIB a évolué, selon le FMI, à des rythmes respectifs de 8,9 % et 8,6 %. Le **Venezuela** et le **Brésil** n'ont pas été en reste, le premier affichant une croissance de 8,4 % et le second de 5,4 %. Même si la performance brésilienne a été moindre que celle de ses voisins, le résultat de 2007 tranche avec les taux des deux dernières années où la croissance n'a pas dépassé les 3,7 %.

Ce sont donc surtout les pays industrialisés qui ont vu leurs résultats de 2007 tempérés par les agitations qui ont marqué l'économie mondiale. L'année aura été témoin de l'escalade des **cours du pétrole**, le prix du baril¹ passant de 54,51 \$US en janvier à 91,69 \$US en décembre, soit un accroissement de 68 %. La moyenne annuelle s'est néanmoins établie à 72,34 \$US, engendrant une légère hausse de 9,5 % par rapport au prix moyen de 2006. Les fluctuations des cours de l'or noir s'inscrivent toutefois dans une tendance haussière, reflétant ainsi les tensions entre l'offre et la demande, principalement stimulées par les besoins grandissants des économies en croissance combinés à des perturbations répétées de l'approvisionnement.

Le second semestre de 2007 a été le théâtre d'une crise financière qui a trouvé ses racines aux États-Unis et qui a eu des répercussions d'ampleur planétaire. Les indices des principales places financières internationales accusaient plusieurs replis tels les 14 % et 13 % perdus respectivement par le **CAC 40** (Paris) et le **FTSE 100** (Londres) entre juillet et août. Durant cette même période, le **NIKKEI 225** (Tokyo) chutait de 16 %, le **S&P ASX 200** (Sydney) de 11 %, le **S&P 500** et le **Dow Jones** (New York) de près de 9 % chacun et, à Toronto, le **S&P/TSX** reculait de 11 %.

¹ Il s'agit là du prix du baril de pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) d'après les données de l'*Energy Information Administration*.

Conséquemment, l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) souligne que la croissance économique de la **zone euro**, qui s'est poursuivie à un rythme légèrement inférieur à celui de 2006, n'excédera pas les 2,6 % en 2007. Au **Japon**, les données du FMI indiquent une variation de 2,1 % du PIB. Bien qu'inférieure au résultat de 2006, la croissance nipponne, tributaire des exportations du pays, a su tirer avantage de la diversification des destinations de ces dernières où les pays émergents comptent maintenant pour la moitié des exportations japonaises, alors qu'aux États-Unis et en Union européenne elles ne représentent que le tiers. Les exportations, notamment de produits énergétiques, ont aussi soutenu l'expansion du PIB de la **Russie** qui a ainsi progressé de 8,1 % en 2007, son taux le plus élevé depuis 2000.

Il n'en demeure pas moins que l'essor des prix des **matières de base** (le pétrole, les métaux et les denrées alimentaires), s'il a été bénéfique et a contribué en grande partie aux résultats affichés par les pays émergents et en développement, amène aussi des pressions inflationnistes dont l'ombre se profile déjà sur plusieurs économies.

Ainsi, à l'échelle mondiale, le FMI fait état d'une **inflation** de l'ordre de 4 % pour l'année 2007. À l'image de la croissance mondiale, la montée des prix à la consommation n'a pas été uniformément répartie. Ce sont surtout les pays émergents et en développement qui ont dû composer avec une inflation moyenne de 6,3 %, alors que dans les économies avancées, elle tournait autour de 2 %. De son côté, la BAD chiffre l'inflation chinoise à 4,8 % en 2007, un niveau nettement plus élevé que les 1,5 % de 2006. Le regain des prix est aussi une réalité indienne où, même s'il perdait un point de pourcentage par rapport à l'année précédente, le taux d'inflation se hissait à 4,4 % en 2007.

Sur le plan du commerce international, l'OMC note un fléchissement des **exportations mondiales de marchandises**, principalement attribuable au resserrement de la demande dans les pays développés. Elles n'auront augmenté que de 5,5 % en 2007, une performance en deçà de l'expansion de 8,5 % connue en 2006. En outre, l'organisme considère les pays en développement comme les principaux moteurs du commerce de biens, ces derniers comptant pour plus de la moitié des **importations mondiales de marchandises**.

Or, les résultats de croissance enregistrés pour les exportations et importations de biens en Amérique du Nord, qui ont évolué à des rythmes respectifs de 5,5 % et 2,5 %, sont inférieurs aux rythmes de croissance observés en Asie (11,5 % et 8,5 % respectivement).



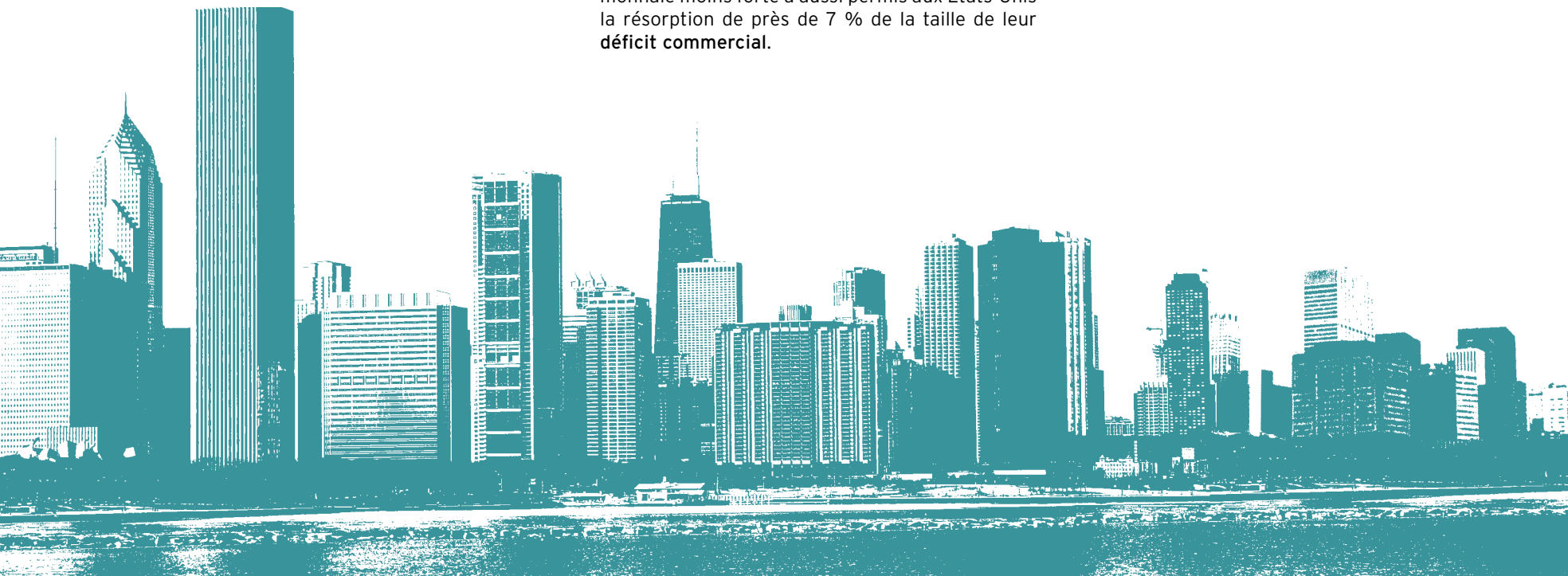
ÉTATS-UNIS : UN RALENTISSEMENT AMORCÉ

Les prévisions formulées à l'égard des États-Unis soulevaient déjà en 2006 des inquiétudes quant à de possibles risques de ralentissement, voire de récession de l'économie américaine, qui inévitablement se répercuteraient sur la santé de l'économie mondiale. La récession n'aura pas eu lieu en 2007; toutefois, les données du *Bureau of Economic Analysis* (BEA) font état d'un ralentissement de l'activité économique au quatrième trimestre de 2007, la croissance réelle du PIB passant de 1,2 % à 0,14 %. La variation annuelle réelle du PIB s'est donc établie aux alentours de 2,2 %, faisant de 2007 la troisième année consécutive où la progression du PIB s'est faite à un rythme moindre que celui de l'année précédente.

L'éclatement de la bulle immobilière, qui a touché de plein fouet certains ménages américains, a eu des répercussions à différents niveaux. Certes, les **dépenses de consommation personnelle** ont légèrement fléchi; elles affichaient cependant une croissance de 2,9 %, le recul n'étant d'environ que de 20 points de base par rapport aux 3,1 % de 2006.

De plus, la dépréciation de la monnaie américaine face aux principales monnaies, engendrée entre autres par les répercussions internationales de la crise des *subprimes*, a eu pour incidence une diminution de la demande intérieure. En plus de réduire la progression des **importations**, qui est passée de 5,9 % en 2006 à 1,9 % en 2007, une monnaie moins forte a aussi permis aux États-Unis la résorption de près de 7 % de la taille de leur **déficit commercial**.

La croissance de l'**emploi** a, quant à elle, été en moyenne de 1,2 % selon les données du *Bureau of Labor Statistics* (BLS). De plus, les **taux d'emploi** et de **chômage** ne se seraient pas accentués en 2007, demeurant aux alentours des résultats de 2006, soit respectivement de 63 % et 4,6 %. L'ombre noire au tableau est surtout la performance de l'**investissement** qui, en 2007, a apporté une contribution négative à la croissance du PIB. L'économie américaine traverse de ce fait une période mouvementée dont les effets se manifestent depuis la mi-2007 et dont les impacts les plus importants risquent de se faire sentir en 2008.



AU CANADA : DIFFÉRENTES RÉALITÉS

Le Canada a su résister, tant bien que mal, aux pressions manifestées par l'économie mondiale, et particulièrement accentuées chez son voisin du Sud. Dans cette perspective, la croissance de son **PIB réel** se chiffrait à 2,4 % selon le Conference Board du Canada (CBOC). Même si elle témoigne d'un léger ralentissement vis-à-vis des 2,7 % enregistrés en 2006, cette performance est plus qu'acceptable compte tenu de l'environnement dans lequel elle s'exprime. En effet, malgré les variations successives souvent à la hausse qu'ont connues les prix de plusieurs biens, le taux annuel d'inflation se maintient, avec 2,2 %, dans la fourchette de la cible de maîtrise de l'inflation établie par la Banque du Canada.

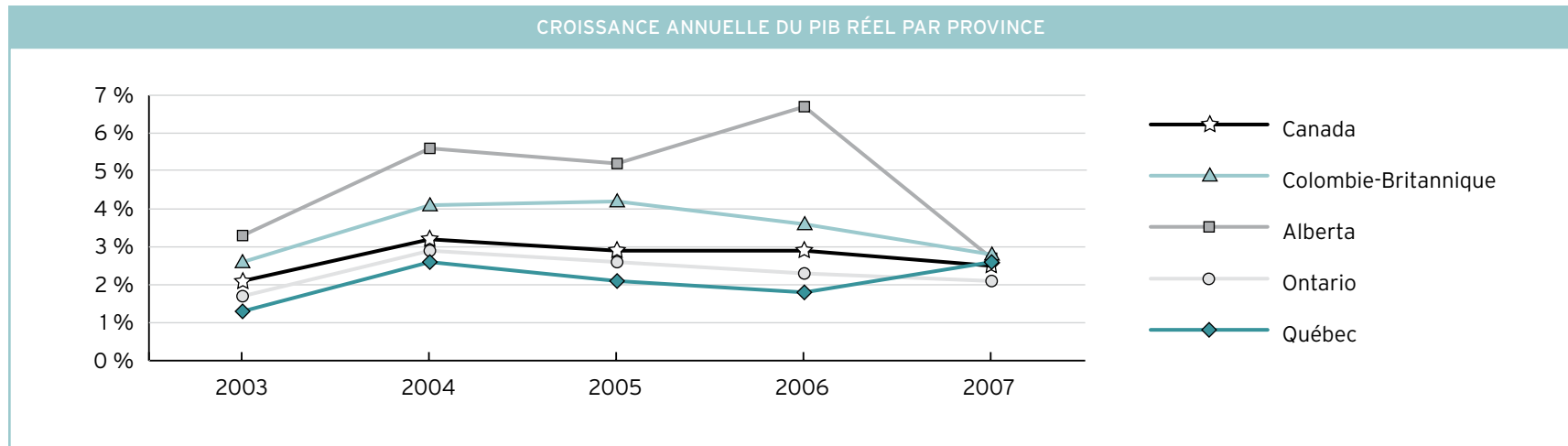
Sur le marché de l'emploi, 2007 aura été l'année de tous les records. Selon Statistique Canada, c'est en octobre que le **taux de chômage** a atteint, à 5,8 %, un bas historique de 33 ans. Le **taux d'emploi** s'établissait aussi à un sommet sans précédent en novembre 2007, frôlant les 64 %. Ainsi, ces deux taux ont affiché des valeurs annuelles respectives de 6 % et 63,5 %; ce sont là, sans équivoque, les meilleurs résultats des 10 dernières années.

À l'échelle régionale, on note encore la persistance de disparités qui, dans certains cas, seraient néanmoins en voie de s'atténuer. Ainsi, si l'évolution du **PIB réel provincial** prenait des amplitudes différentes avec 2,9 % dans l'Ouest canadien et

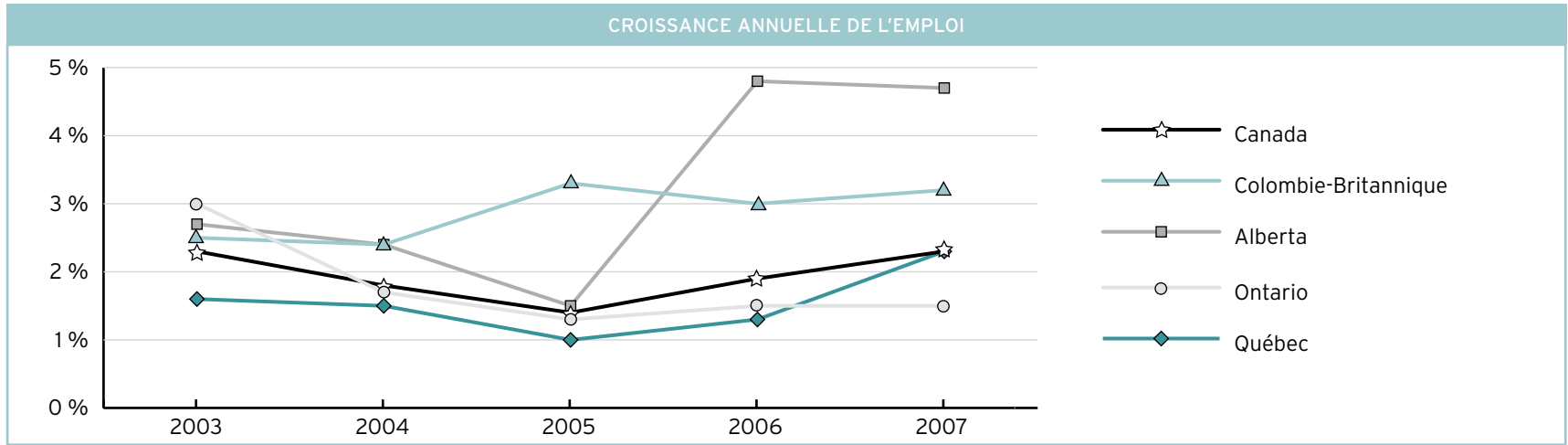
2 % dans les provinces de l'Est², on est loin des contrastes manifestés en 2006. Au chapitre du marché du travail, les provinces canadiennes ont toutes connu des **progressions de l'emploi**, le dynamisme étant surtout concentré dans l'Ouest avec, en tête, l'Alberta où l'emploi a augmenté de 4,7 %.

Finalement, l'ascension du **dollar canadien** s'est poursuivie au cours de 2007, établissant de nouveaux records depuis 47 ans, et passant même la barre des 110 cents US en novembre. La moyenne annuelle de 2007 se situe, selon la Banque du Canada, proche des 93 cents US, soit à près de 5 cents au-dessus du niveau qui prévalait en 2006.

² Le Québec et l'Ontario



Source : d'après les données du Conference Board du Canada

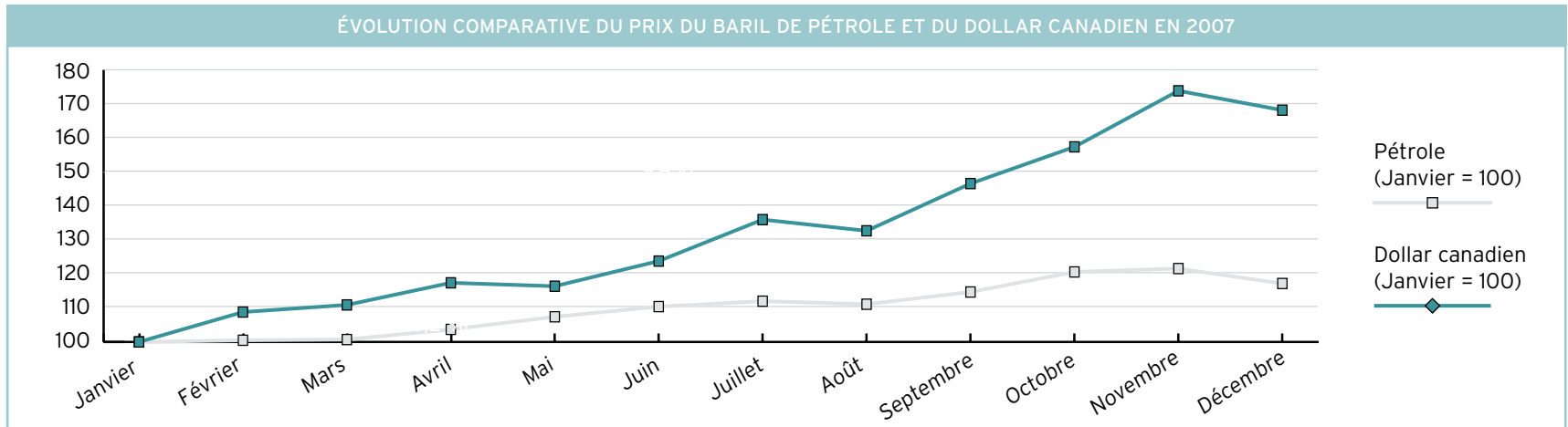


Source : d'après les données de la Conférence Board du Canada

La force du dollar, fortement corrélée aux prix du pétrole et de certains produits de base, constitue toujours le défi principal des manufacturiers et exportateurs canadiens. Les **exportations canadiennes** ont progressé de 2,6 % en 2007, un

taux qui serait ramené à 1,5 % en excluant les produits issus de l'extraction de pétrole et de gaz. Les Services économiques d'EDC ajoutent un autre bémol. En effet, ces taux ne tiendraient pas compte des fluctuations de la monnaie, et si

ce n'était que le volume des exportations qui était pris en considération, la performance canadienne prévue serait seulement de 0,1 % supérieure au volume exporté en 2006.



Source : d'après les données de l'Energy Information Administration et de la Banque du Canada

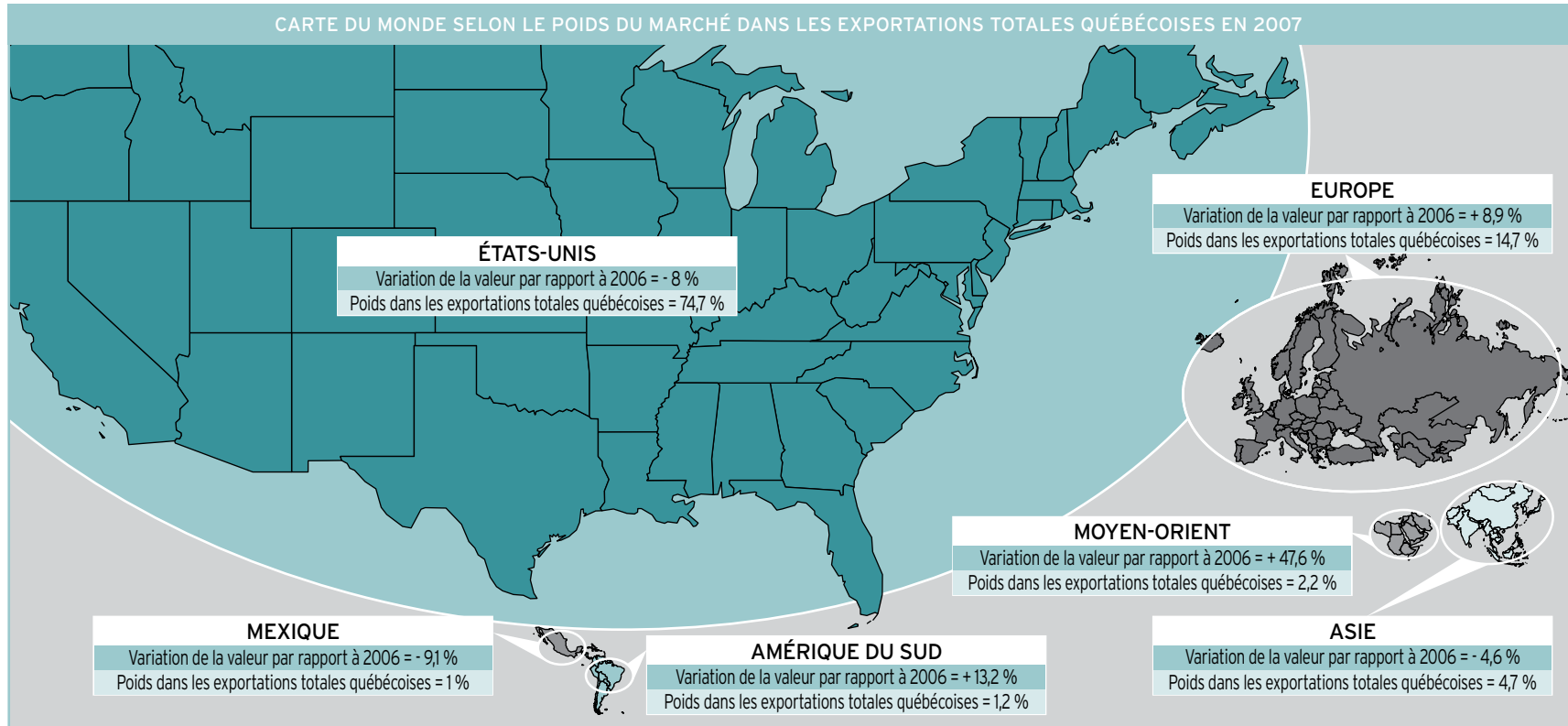
LE QUÉBEC : AU-DESSUS DES REMOUS

Le bilan de l'activité québécoise en 2007 fait clairement ressortir les exportations de la province comme frein à l'expansion de son PIB. Ces dernières étaient déjà montrées du doigt, en 2006, lorsque les prévisionnistes se prononçaient. Les Services économiques d'EDC tablaient alors sur un maintien des **exportations québécoises**; aujourd'hui, le CBOC constate plutôt une chute des exportations de 1,2 %. L'organisme estime qu'elles

ont constitué l'entrave principale à la croissance économique du Québec. La situation s'explique, en grande partie, par la vigueur du huard couplée à la frilosité du consommateur américain vers qui sont dirigées les trois quarts des exportations totales québécoises.

Il est toutefois à noter que la part des exportations du Québec vers les marchés des **pays du BRIC**

(Brésil, Russie, Inde et Chine) s'est légèrement accrue. En 2007, ces destinations absorbaient 2,8 % de la valeur totale des exportations québécoises, une mince proportion comparée au poids des marchés américain et britannique. Néanmoins, les exportations provinciales vers ces destinations augmentaient de 12,3 % en 2007, après avoir été pratiquement multipliées par deux entre 1998 et 2006. Ainsi, la prospection active de nouveaux



Source : d'après les données de l'Institut de la statistique du Québec

marchés permettrait à nos exportateurs de tirer profit du potentiel immense qu'ils recèlent. Par ailleurs, une diversification des destinations d'exportations, en plus de réduire la dépendance envers un marché, répartirait les risques de manière plus équilibrée.

Fort heureusement, l'économie québécoise a pu s'appuyer sur la vitalité de la consommation intérieure. Le **revenu personnel disponible réel**³ en 2007 a gagné 2,7 %, augmentant ainsi le pouvoir d'achat du consommateur québécois, comme en témoigne la progression de 4,5 % des **ventes au détail** pour l'année 2007.

Le marché de l'emploi a aussi continué sur sa lancée : le **taux de chômage** reculant à 7,2 % et le

taux d'emploi se haussant à 61 % affichaient des niveaux inégalés depuis les 30 dernières années. Le **taux d'activité**, à 65,7 %, se réconciliait avec ses meilleures performances.

C'est surtout à la performance du **secteur des services** que ces résultats sont attribuables. L'emploi dans ce secteur, qui représente 77 % de l'emploi total au Québec, a connu un essor de près de 4 % en 2007 pour s'élever autour de 2 980 000 travailleurs, soit 115 000 de plus qu'en 2006. Une performance qui vient compenser les 29 000 emplois que perdait le secteur des **industries productrices de biens**.

Les données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) relatives au **PIB par industrie** arrivent à des

conclusions similaires. Les industries productrices de services, qui comptent pour 70 % du PIB total québécois, ont vu leur activité économique s'accroître de 2,8 % comparativement à la croissance du PIB des industries productrices de biens qui était de 1,9 %. La croissance de l'emploi et du PIB québécois s'est ainsi poursuivie, son rythme étant toutefois tempéré par la tenue du secteur de la production de biens.

Force est donc de constater que le Québec a réussi, non sans peine, à traverser les remous de 2007.

³ Le revenu personnel disponible est obtenu après avoir soustrait du revenu personnel les impôts directs sur le revenu ainsi que les autres cotisations diverses (assurance-emploi, Régime des rentes du Québec, etc.). Le revenu personnel disponible réel est corrigé des variations dues à l'inflation.

VARIATION DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS PAR DESTINATION

	2007 (en milliers de dollars)	Variation par rapport à 2006	Poids dans les exportations totales québécoises
ÉTATS-UNIS	52 201 503	- 8,0 %	74,7 %
Midwest	7 732 941	- 7,6 %	11,1 %
Nord-Est	22 942 007	- 14,4 %	32,8 %
Nord-Ouest	1 709 055	- 25,5 %	2,4 %
Sud	18 611 486	2,4 %	26,6 %
MEXIQUE	670 713	- 9,1 %	1,0 %
AMÉRIQUE CENTRALE	585 690	17,1 %	0,8 %
AMÉRIQUE DU SUD	857 857	13,2 %	1,2 %
EUROPE	10 306 144	8,9 %	14,7 %
Royaume-Uni	1 700 567	5,5 %	2,4 %
Pays-Bas	1 567 884	- 14,4 %	32,8 %
Allemagne	1 330 081	- 13,5 %	1,9 %
France	1 186 346	0,2 %	1,7 %
EUROPE	10 306 144	8,9 %	14,7 %
ASIE	3 280 863	- 4,6 %	4,7 %
Chine	994 819	12,3 %	1,4 %
Japon	787 397	- 16,0 %	1,1 %
MOYEN-ORIENT	1 512 064	47,6 %	2,2 %

Source : d'après les données de l'Institut de la statistique du Québec

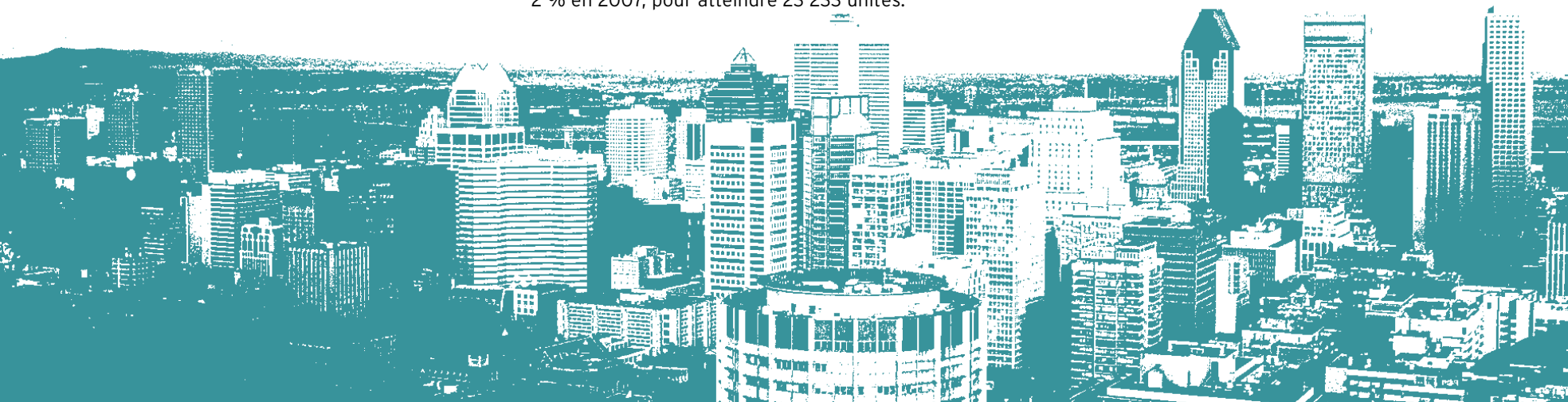
UNE BULLE IMMOBILIÈRE À MONTRÉAL ? PAS POUR L'INSTANT !

Les soubresauts qui ont rythmé le marché de l'immobilier américain à partir de la mi-2005 laissent déjà planer un doute quant à l'existence d'une bulle immobilière. Les craintes formulées se rapportaient à la tenue de l'économie américaine et aux répercussions qu'un ralentissement de son activité exercerait, notamment sur les pays limitrophes. La bulle spéculative, régie par des investisseurs et des particuliers persuadés que les prix de vente poursuivraient leur tendance haussière, a fait grimper les prix des maisons à des niveaux considérables sans qu'ils soient toutefois en relation directe avec les indicateurs de croissance économique ou l'augmentation du niveau de vie des Américains. L'éclatement de cette bulle, dans le courant de 2007, a suscité quelques craintes, notamment dans le secteur immobilier canadien, étant donné la proximité géographique et économique que partage le pays avec les États-Unis.

Aussi, il paraît raisonnable de s'interroger sur l'état du marché de l'immobilier dans la région métropolitaine de Montréal, d'autant plus que la métropole est le principal moteur économique d'une province qui repose à 75 % sur nos voisins du Sud pour écouler ses exportations.

Les données que publie la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) pour 2007 font finalement état d'une année dynamique, surtout en ce qui a trait au marché de la revente. Ainsi, l'organisme souligne le contexte favorable du marché qui a mené à un essor de 12 % des **ventes de propriétés existantes**, faisant passer les transactions de 38 792 en 2006 à 45 543 en 2007. L'activité du secteur ne s'est toutefois pas limitée aux ventes; le Conference Board du Canada (CBOC) révèle en effet, dans sa note de conjoncture métropolitaine, un regain des **mises en chantier résidentielles**. Après avoir accusé des replis respectifs de 12 % et 10 % en 2005 et 2006, les mises en chantier ont augmenté d'environ 2 % en 2007, pour atteindre 23 233 unités.

Cette vitalité du marché de la construction et de l'immobilier a aussi été accompagnée par un mouvement des prix à l'exemple de celui du **prix moyen** des maisons unifamiliales, majoré de 7 % selon la SCHL, qui atteignait 253 340 \$ dans la métropole en 2007. Les prix moyens de vente des copropriétés de même que ceux des plex ont gagné 6 % pour s'établir à 213 033 \$ et 329 004 \$ respectivement. La SCHL note finalement que la hausse de 6 % des prix observés en 2007 a été plus forte que la progression de 2006, qui était de 4 %. L'indice des **prix des logements neufs** compilé par Statistique Canada affiche quant à lui, en 2007, un mouvement de 4,6 % dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal alors qu'il était de 3,8 % en 2006. Le taux métropolitain se situe néanmoins au-dessous du résultat canadien de 6,9 % et est le plus bas depuis 2001, exception faite de l'année passée.



La progression des prix est donc une réalité de l'immobilier métropolitain; toutefois, les avis convergent pour justifier cette hausse par les conditions positives dans lesquelles évoluent les « fondamentaux économiques », plutôt que par la seule spéculation. En effet, le marché du travail de la métropole a enregistré, en 2007, l'une de ses meilleures années. Le **taux de chômage** de la RMR de Montréal a atteint un creux historique à 7 %. Le **taux d'emploi**, qui s'élevait à 62,7 %, offrait là un résultat inégalé en 20 ans. Quant au **taux d'activité** métropolitain, il flirtait, à 67,4 %, avec la moyenne canadienne de 2007.

Ainsi, les besoins du marché du travail se sont traduits par la **création** d'environ 46 000 **nouveaux emplois** dans la métropole, soit 37,5 % de plus que les emplois créés en 2006; c'est aussi la plus forte création d'emplois depuis 2002. De plus, les emplois à **temps plein** ont représenté, avec près de 40 000 nouveaux postes offerts, non loin de 82 % du total des nouveaux emplois, le reste étant des emplois à **temps partiel**. Conséquemment, le **PIB réel** montréalais gagnait 2,2 %, faisant de 2007 la troisième année consécutive où son taux de croissance est supérieur à celui de l'année précédente. Le pouvoir d'achat des Montréalais s'est aussi amélioré à un rythme inégalé depuis 2000; en effet, le CBOC annonce une augmentation de 2,5 % du **revenu personnel disponible** calculé en dollars constants.

Les principales institutions financières nuancent ainsi l'évolution qui caractérise le marché de l'immobilier. Il ne s'agirait pas de se concentrer sur l'augmentation relative des prix, mais de prendre également en compte **l'accessibilité à la propriété immobilière**.

À cet égard, les économistes du groupe financier RBC soulèvent, dans leur rapport, que la « longue tendance haussière des prix des logements » entretenue par « des facteurs économiques fondamentaux plus sains, comme la création d'emplois » exerce surtout des pressions sur les conditions d'accession à la propriété dans les provinces de l'Ouest, notamment en Alberta. Le Québec, grâce à un marché plus équilibré, est de son côté moins sujet à ces restrictions. La stabilité du marché a aussi été une particularité montréalaise. Par conséquent, les habitants de la métropole n'ont été témoins que d'un léger resserrement de l'accessibilité; situation qui vraisemblablement s'améliorera en 2008.

L'analyse de M. Marc Pinsonneault de la Financière Banque Nationale offre des conclusions semblables. L'économiste réfute l'idée selon laquelle une bulle immobilière de même ampleur qu'aux États-Unis se soit formée au Canada. De plus, l'essoufflement récent du marché dans l'Ouest canadien tempère, selon lui, l'éventualité « que la cherté des maisons au Canada finisse par atteindre le sommet enregistré aux États-Unis à la veille de la correction baissière ». L'économiste mentionne finalement un rapport du FMI selon lequel le Canada et l'Autriche sont les seuls parmi dix-sept pays développés où **le prix des maisons n'est pas surévalué**.

La bulle immobilière montréalaise n'a tout simplement pas gonflé et les prévisions formulées pour l'année à venir écartent cette éventualité. En effet, 2008 devra marquer un léger ralentissement du marché de la revente qui viendra s'ajouter à celui que le marché du neuf a déjà amorcé.

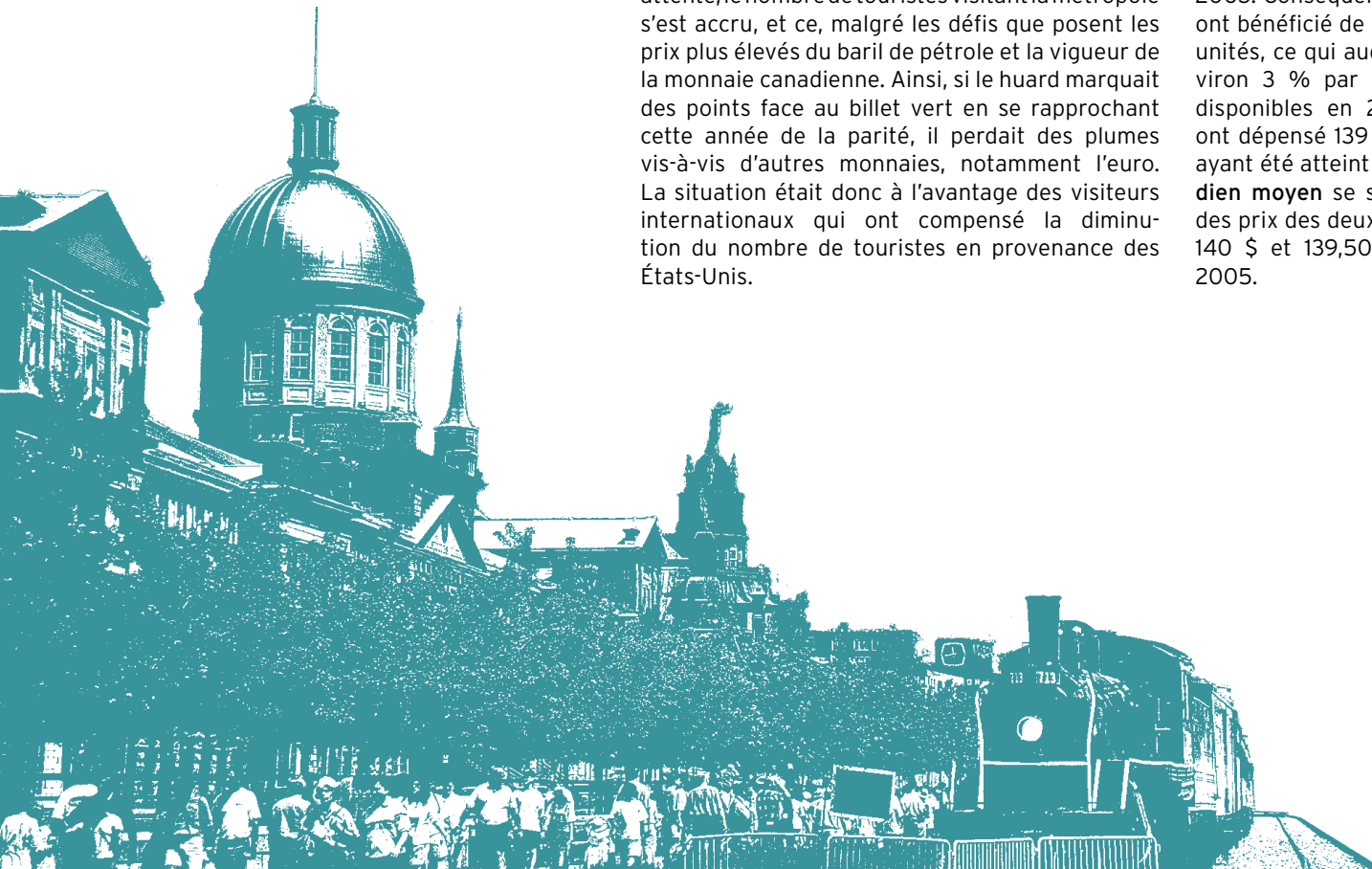
ÉTAT DU TOURISME EN 2007

La performance de l'industrie touristique montréalaise a balayé du revers de la main les appréhensions formulées à son égard depuis 2003 et la vertigineuse ascension du dollar canadien qui, était-il dit, ne pouvait que lui nuire. Bien au contraire, la métropole a ajouté, en 2007, une quatrième année consécutive de croissance soutenue dans le domaine touristique.

Ainsi, les **dépenses des touristes** se chiffraient en 2007, selon Tourisme Montréal, à un peu plus de 2,6 milliards de dollars, une progression de 3,7 % par rapport aux dépenses effectuées en 2006.

Ce sont donc 7,6 millions de **touristes** que Montréal a accueillis en 2007, soit près de 1,5 % de plus que les 7,5 millions de visiteurs de 2006. Contre toute attente, le nombre de touristes visitant la métropole s'est accru, et ce, malgré les défis que posent les prix plus élevés du baril de pétrole et la vigueur de la monnaie canadienne. Ainsi, si le huard marquait des points face au billet vert en se rapprochant cette année de la parité, il perdait des plumes vis-à-vis d'autres monnaies, notamment l'euro. La situation était donc à l'avantage des visiteurs internationaux qui ont compensé la diminution du nombre de touristes en provenance des États-Unis.

Le secteur hôtelier a maintenu son rythme d'activité, louant 67 % des quelque 30 200 **chambres disponibles** dans la métropole. C'est là un **taux d'occupation hôtelière** qui se situe dans la moyenne des quatre dernières années, témoignant d'une reprise après les répercussions qu'a eues la crise du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) sur les intentions des voyageurs en 2003. Conséquemment, les chambres disponibles ont bénéficié de l'ajout de près de mille nouvelles unités, ce qui augmentait leur nombre total d'environ 3 % par rapport aux 29 400 chambres disponibles en 2006. Finalement, les touristes ont dépensé 139 \$ en moyenne par nuitée, le pic ayant été atteint en juin avec 171 \$. Le **tarif quotidien moyen** se situait ainsi légèrement en deçà des prix des deux dernières années qui étaient de 140 \$ et 139,50 \$ respectivement en 2006 et 2005.



Le tourisme est aussi un des moteurs de l'activité économique de la métropole. Les **retombées**, directes et indirectes, de l'industrie touristique montréalaise sur le produit intérieur brut s'élevaient, en 2007, à quelque 2,4 milliards de dollars. De plus, on comptait 61 290 **emplois** occupés dans le secteur, un niveau relativement proche des 60 954 emplois de 2006. La métropole est cependant loin d'être la seule bénéficiaire des retombées touristiques.

En effet, le modèle TEAM Montréal⁴ indique que les **taxes provinciales totales** découlant de l'activité touristique montréalaise s'élevaient à 547,6 millions de dollars en 2007, une augmentation de 3,2 % par rapport au total de 2006. Les **taxes fédérales totales** ont aussi été relevées de 3,1 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 552,7 millions de dollars. Quant aux **taxes municipales totales** résultant du tourisme, elles atteignaient 254,6 millions de dollars en 2007, dont près des trois quarts provenaient de taxes municipales directes.

Dans une économie qui devient de plus en plus tributaire du secteur des services, les efforts mis de l'avant afin de dynamiser l'industrie touristique portent déjà leurs fruits. Avec des prévisions qui voient le nombre de voyageurs aériens dans le monde atteindre les 9 milliards d'ici 2025, il est important de tirer profit de l'acquis que représente notre secteur touristique.

⁴ *Tourism Economic Assessment Model* adapté à la réalité économique montréalaise qui permet d'évaluer les bénéfices régionaux et provinciaux d'activités liées au tourisme. Le modèle a été conçu par l'Institut canadien de recherche en tourisme.

LE SECTEUR DES SERVICES : UN MOTEUR POUR MONTRÉAL !

L'économie montréalaise a démontré, en 2007, une certaine résilience vis-à-vis des développements qui ont caractérisé l'environnement mondial. Malgré un climat économique qui était loin d'être propice à ses manufacturiers et à ses exportateurs, la métropole voyait son **produit intérieur brut (PIB) réel** augmenter de 2,2 %, un taux plus élevé que les 1,9 % et 2,1 % respectivement enregistrés en 2006 et en 2005. C'est du secteur des services, véritable pierre angulaire de l'économie de la RMR, qu'une telle performance est tributaire.

En effet, le poids du secteur des services dans l'économie métropolitaine souligne l'importance que ce dernier revêt à Montréal. La **part du PIB des services** dans le PIB total montréalais s'établissait à 74 % en 2007, une nette progression par rapport aux 68 % de 2000. Les emplois dans les services représentaient quant à eux 81 % du total des emplois occupés dans la métropole, une performance bien au-dessus des 70 % qui caractérisaient 2000.

Mais il y a plus : les **croissances** du PIB et de l'emploi de ce secteur ont aussi été au-dessus de la performance générale de la RMR. On relevait ainsi une croissance de 2,8 % du PIB tertiaire en 2007, principalement attribuable au sous-secteur des **ventes de gros et de détail** qui a vu son activité s'accroître de 5,3 %. Du côté de l'emploi, c'est un taux de croissance de 4,1 % qu'affichait le secteur tertiaire alors que l'emploi total progressait de 2,5 % en 2007. C'est d'ailleurs dans les **services commerciaux** que la croissance de l'emploi a été la plus marquée avec un taux de 7,5 %.



Et ce n'est pas tout. Alors que le secteur manufacturier subissait une contraction de 13,5 % de son PIB - calculé en dollars constants - entre 2000 et 2007, le secteur des services voyait son PIB se bonifier de 22,5 %. Le portrait que dressent les données relatives à l'emploi sectoriel métropolitain fait état d'une évolution semblable.

Ainsi, le Conference Board du Canada notait une perte de près de 67 000 emplois manufacturiers dans la région métropolitaine, ces derniers passant de 310 000 en 2000 à 243 000 en 2007. Durant la même période, on comptait 258 000 nouveaux **emplois tertiaires**, une augmentation de 20 % sur

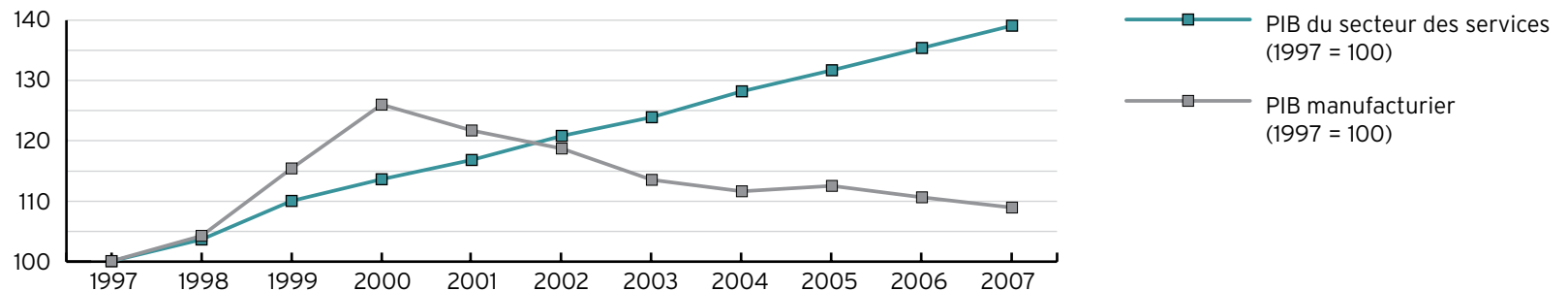
sept ans, portant ainsi l'emploi dans ce secteur à un niveau avoisinant 1 544 000 personnes en 2007.

Selon les données du Registre des entreprises de Statistique Canada, 82 % des **entreprises** actives sur le territoire métropolitain œuvrent dans le secteur des services. On compte parmi ces entreprises 85 % de celles qui emploient plus de 500 employés et qui sont responsables de plus de 50 % du PIB de Montréal.

Il devient alors évident que c'est un véritable moteur que détient la métropole à travers son

secteur des services. Voilà qui, dans le contexte d'un ralentissement de la demande américaine pour les produits canadiens, pourrait aider Montréal à traverser plus facilement cette période creuse.

ÉVOLUTION COMPARATIVE DU PIB MANUFACTURIER ET DU PIB DU SECTEUR DES SERVICES EN 2007



Source : d'après les données du Conference Board du Canada

LE BILAN DE DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

Quelles ont été les leçons de 2007 ?



M. Stéphane D'Astous
Directeur général, EIDOS-MONTRÉAL

Quel départ canon ! L'année 2007 restera à tout jamais gravée dans l'esprit des gens qui œuvrent dans l'industrie du jeu vidéo au Canada.

En effet, en moins de 12 mois, EIDOS-MONTRÉAL a réussi à ouvrir son grand studio « nouvelle génération », à embaucher plus d'une centaine de personnes hautement qualifiées et passionnées, à lancer son premier projet d'envergure internationale et à former un centre d'excellence en assurance qualité !

Ces résultats n'auraient pas été possibles sans le dynamisme, le professionnalisme et le savoir-faire des gens d'ici; le meilleur reste à venir !



M. Serge Chagnon
Président, C2 Solutions

Les PME, auxquelles se destinent les services offerts par C2 Solutions, sont plus conscientes de l'importance de l'informatique dans la bonne marche de leurs activités. Et plusieurs de nos clients ont investi dans la mise en place et l'entretien d'une infrastructure informatique plus performante et, surtout, fiable.

Dans la poursuite de notre croissance, nous avons été confrontés à la rareté de candidats compétents sur le marché de l'emploi et à l'absence de capital de risque local pour nos projets spéciaux.



Mme Emmanuelle Géhin
Présidente et éco-stratège
OZONE Relations Publiques

OZONE Relations Publiques est la seule agence de communication à Montréal spécialisée en développement durable. Depuis sa création en 2004, OZONE connaissait une croissance de 25 à 30 % par année. L'an dernier, le chiffre d'affaires a bondi de 75 %, suivant ainsi la vague des PME qui ont compris l'importance de prendre le virage vert, tant pour consolider leur notoriété que pour profiter des avantages concurrentiels qu'il représente.

Cet engouement devrait former une masse critique d'entreprises plus responsables. Ainsi, l'intégration du principe de durabilité est un incontournable pour les PME qui veulent rester leaders sur leur marché.



M. Pascal Joubert
Directeur général, Regus Montréal

Nous avons connu une année très prospère à Montréal en 2007 où nous avons affiché un taux d'occupation de 100 % pour les 12 mois de l'année et augmenté nos revenus de 20 %. Le marché des locaux pour bureaux est en très bonne santé et nous en avons profité. Nous avons aussi poursuivi notre croissance avec 950 centres d'affaires répartis dans 400 villes de 70 pays. Au Canada, notre réseau est passé de 5 à 29 centres depuis 2006.

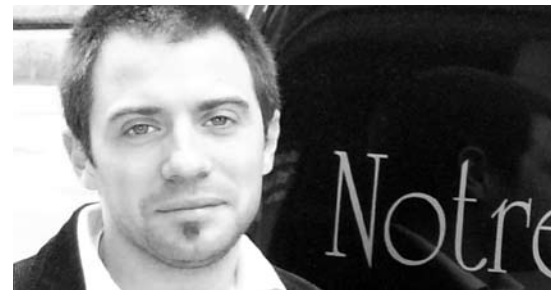
Pour nous, la leçon de 2007 a été de découvrir l'avantage de conserver et de satisfaire notre clientèle actuelle par rapport à la prospection de nouveaux clients potentiels.



M. André J. Courtemanche
Président, Muridal inc.

Pour Muridal, 2007 aura permis de concrétiser quatre ans d'efforts et de persévérance. La construction d'édifices en hauteur est toujours en effervescence de par le monde, et les entreprises québécoises misant sur l'innovation et la technologie ont bel et bien leur place dans ce marché. En opposant qualité, savoir-faire, rapidité et simplicité d'installation de nos murs-rideaux aux bas coûts proposés par nos compétiteurs des pays émergents, nous avons pu présenter une offre alléchante à des promoteurs d'édifices en hauteur aux quatre coins de la planète.

La principale leçon économique que nous tirons de 2007 : le monde est devenu un grand village où les PME québécoises doivent viser des créneaux technologiques plutôt que géographiques pour maximiser leurs chances de réussite !



M. Carlos Castro
Propriétaire, Fleuriste Notre-Dame-de-Grâce

Malgré des débuts difficiles, l'année 2007 s'est finalement terminée sur une bonne note. La tenue de différents congrès et événements dans la métropole nous a permis de développer le volet événementiel de nos activités et d'engager deux personnes supplémentaires. Nous nous sommes aussi concentrés sur l'aspect services de nos activités : nous avons amélioré notre service à la clientèle ainsi que nos disponibilités et nous mettons en place un site Web.

2007 a marqué, pour notre entreprise familiale, l'année où nous avons pris conscience de l'importance d'opter pour le virage vert. Nous repensons donc nos façons de faire afin de diminuer leur impact sur l'environnement. Nous prévoyons une bonne année 2008, avec de gros congrès et événements en perspective !

Chronique de Développement économique Canada

LES TRANSFORMATIONS DU SECTEUR MANUFACTURIER DANS LE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

La région métropolitaine de Montréal n'est pas épargnée par les transformations de l'industrie manufacturière qui affectent de façon généralisée les pays occidentaux. Ces ajustements, dont le rythme s'est accéléré au Québec dès l'aube des années 2000 avec, entre autres, la remontée du dollar canadien, s'expriment d'emblée sur le marché du travail montréalais.

Un ajustement important sur le plan de l'emploi⁵

Au chapitre de l'emploi, le Québec a connu au cours de la période 2002-2007 une diminution de l'emploi manufacturier estimée à 106 000, dont les deux tiers (70 400) sont attribuables à la région métropolitaine de Montréal. Plus de la moitié des travailleurs touchés habitaient l'île de Montréal. Ces chiffres mettent en évidence la disparition de plus de 22 % des emplois manufacturiers dans la métropole, alors qu'en dehors de la région métropolitaine de Montréal, le repli a été deux fois moins prononcé (10,6 %).

Or, si certains sous-secteurs de l'industrie manufacturière dans la métropole de Montréal sont marqués par un déclin, d'autres ont relativement bien tiré leur épingle du jeu entre 2002 et 2007. À cet égard, les pertes d'emploi se sont particulièrement concentrées dans les secteurs du vêtement, des textiles, du cuir, des produits chimiques et métalliques et du matériel de transport. À l'inverse, les secteurs de la fabrication d'aliments et de boissons ainsi que ceux du pétrole et du charbon ont accru leurs effectifs. Dans l'ensemble, ces ajustements font en sorte que la part de l'emploi manufacturier sur l'emploi total dans la région métropolitaine de Montréal a chuté de 5 points de pourcentage entre 2002 et 2007, passant de 17,8 % à 12,8 %. Le rôle moteur de la métropole pour le secteur de la fabrication du Québec demeure néanmoins important puisque la région occupe 44,7 % de l'ensemble des emplois liés à cette industrie à l'échelle du Québec, en régression toutefois de 3,6 points de pourcentage par rapport à 2002.

Par ailleurs, l'analyse des recensements de 2001 et 2006 permet d'avancer que la métropole fait face simultanément à deux processus distincts. D'abord, on constate que l'emploi dans les vieilles sphères industrielles de l'île de Montréal a reculé, notamment dans les secteurs du vêtement, des textiles, du cuir, du tabac, de même que dans les secteurs des produits chimiques, informatiques et électroniques. Une part importante de ces baisses est liée au déclin des industries à forte intensité de main-d'œuvre observé en Amérique du Nord. Par contre, selon les données disponibles, la diminution de l'emploi manufacturier à Montréal résulterait également d'un redéploiement de certaines activités en périphérie de l'île de Montréal⁶.

⁵ Statistique Canada, Enquête sur la population active (EPA).

⁶ Statistique Canada, Recensement 2001 et 2006.



Un secteur qui demeure important⁷

L'emploi n'est pas le seul indicateur qui permet d'évaluer le rôle et l'importance stratégique de l'industrie manufacturière. Ainsi, même si la part de l'emploi manufacturier s'atrophie, la valeur de la production (en termes réels) s'accroît au même rythme que l'économie, traduisant ainsi d'importants gains de productivité – des gains qui contribuent à la création de richesse. L'industrie manufacturière générait en 2006 près de 20 % du produit intérieur brut québécois, 90 % des exportations internationales de biens du Québec et 18 % des investissements en machines et outillages (3,4 milliards de dollars). Fait significatif, 56 % de la R-D effectuée en 2004 au Québec par les entreprises était imputable au secteur manufacturier (2,3 milliards de dollars).

S'adapter aux nouvelles réalités⁸

Le Québec n'échappe pas aux mutations du secteur manufacturier à l'échelle de la planète et, comme l'indique l'OCDE, ces ajustements sont susceptibles de se poursuivre à moyen terme. Il faut donc s'y préparer et tenter d'en tirer parti. En premier lieu, il faudra réaliser que l'activité manufacturière moderne n'est plus restreinte à la fabrication en tant que telle et qu'elle incorpore aujourd'hui un contenu important de services. Cette tendance permet aux entreprises de diversifier leur modèle d'affaires et de se distinguer de la concurrence sur les marchés.

En second lieu, le défi de la productivité doit être relevé. Bien qu'en 2006 l'industrie manufacturière comptait parmi les secteurs les plus productifs au Québec avec une valeur ajoutée par travailleur atteignant les 80 000 \$, elle accusait tout de même un retard de 13 % par rapport à l'Ontario et plus encore face aux États-Unis. Ce défi est d'abord celui des entreprises qui devront rehausser leurs capacités organisationnelles, particulièrement leurs capacités à tirer pleinement parti des TIC dans leurs processus d'affaires tant à l'interne qu'entre elles pour mieux intégrer leur chaîne de valeur et travailler dans un espace global. Il est aussi celui des travailleurs ainsi que de toutes les organisations qui, au sein des grappes industrielles, animent les réseaux et connectent notre industrie au monde.

Rédigé par Laetitia Blais-Bigot et François Poitras
Développement économique Canada

 Développement économique Canada  Canada Economic Development

Canada

Bureau d'affaires Île-de-Montréal
Tél. : 514 283-2500 1 800 322-4636 Téléc. : 514 496-8310
www.dec-ced.gc.ca montreal@dec-ced.gc.ca

⁷ Institut de la statistique du Québec (ISQ).

⁸ Conclusions tirées à la lecture de rapports émis par l'OCDE portant sur les transformations de l'industrie manufacturière.

